

# Hebdo Canada



Ottawa, Canada.

Volume 4, N° 48  
(Hebdomadaire)

85 AFEX

le 1<sup>er</sup> décembre 1976

CANADIAN OFFICIAL PUBLICATIONS  
COLLECTION  
DE PUBLICATIONS OFFICIELLES  
CANADIENNES  
NATIONAL LIBRARY OF PARLIAMENTS

- Le Parti québécois est porté au pouvoir dans la province de Québec .... 1
- Visite du secrétaire général du Commonwealth ..... 2
- Message de M. Trudeau au président des É.-U. .... 2
- Les progrès amorcés à la Conférence Habitat doivent se continuer ..... 3
- Un film de l'ONF remporte un prix au Brésil ..... 4
- Visite du premier ministre de la Jamaïque ..... 4
- Nomination d'un négociateur pour le Yukon ..... 4
- La chronique des arts ..... 5
- Visite d'un ministre du Nigéria ..... 6
- Dépôt d'un budget supplémentaire .. 6
- Nouvelles brèves ..... 6

## Le Parti québécois est porté au pouvoir dans la province de Québec

Les électeurs de la province de Québec se sont donné un nouveau gouvernement, le 15 novembre, en portant au pouvoir le Parti québécois et son chef de 54 ans, M. René Lévesque qui brigait les suffrages dans la circonscription de Taillon (sur la rive sud de Montréal). Lors de ces élections, 69 sièges sont allés au Parti québécois (dont quatre à des femmes) 28 au Parti libéral, 11 à l'Union nationale, 1 au Crédit social et 1 au Parti national populaire. (Des recomptages judiciaires s'imposent dans deux circonscriptions.)

Le chef sortant du Parti libéral, M. Robert Bourassa, a été défait dans son comté de Laurier (Centre de Montréal) ainsi que 13 de ses ministres. Les élections de 1973 avaient donné 102 sièges aux libéraux, six au Parti québécois, deux aux créditistes;

l'Union nationale n'en avait remporté aucun.

En déclenchant des élections deux ans avant la fin de son terme, M. Bourassa demandait à la population un "mandat clair" pour négocier la question constitutionnelle et pour résoudre les conflits dans les milieux ouvriers. Dans son programme il promettait d'aider les entreprises, de donner sa protection aux consommateurs, et d'apporter une réforme de la taxe municipale; il demandait également un droit de regard plus étendu en ce qui concerne l'immigration, les communications et les affaires culturelles.

M. Lévesque, qui se retira du Parti libéral en 1967 pour former et diriger le Parti québécois (dont l'objectif vise la souveraineté du Québec), en était à sa troisième tentative d'élection dans ce parti, ayant déjà, à deux

### Le nouveau premier ministre du Québec

Fils aîné de M<sup>e</sup> Dominique Lévesque, René naquit à New Carlisle, Comté de Bonaventure (Québec), en 1922. Il fait ses études primaires dans sa ville natale, ses études secondaires à Gaspé et à Québec. Il s'inscrit ensuite à la faculté de droit de l'Université Laval. Dès l'âge de 14 ans, pendant la période de ses vacances, il est annonceur-reporter à différentes stations radiophoniques.

En 1943, René Lévesque interrompt ses études de droit et devient correspondant de guerre; il participe aux campagnes de France, d'Allemagne et d'Autriche. Attaché au service international de Radio-Canada, il est correspondant de guerre en Corée, en 1952. Nommé chef du Service des reportages (1952-1956), il anime les émissions de télévision "Carrefour" et "Premier plan"; de 1956 à 1959, il est l'animateur de la très populaire émission "Point de mire". Toujours pour Radio-Canada, il fait le reportage de plusieurs événements historiques dont le Couronnement de la reine Elizabeth II, les sessions ex-

traordinaires de l'Assemblée générales des Nations Unies, les élections américaines et la crise de l'Algérie française en 1958.



"...les engagements que nous avons pris, nous les respecterons," a dit M. Lévesque.

### Carrière politique

Élu député libéral-provincial en juin 1960 (Montréal-Laurier), il est assermenté, le 5 juillet, ministre des Travaux publics et des Ressources hydrauliques; en 1961, il devient titulaire du nouveau ministère des Richesses naturelles, poste qu'il occupe jusqu'en 1965. Pendant les derniers six mois du gouvernement Lesage, il est ministre de la Famille et du Bien-être social.

Il démissionne du Parti libéral en octobre 1967 et fonde, en novembre, le mouvement Souveraineté-Association qui devient l'année suivante une nouvelle formation politique: Le Parti québécois, dont il est élu président.

Il est défait aux élections de 1970 alors que sept de ses candidats péquistes sont élus. En 1976, il est élu avec plus de 22 000 voix de majorité, battant le Parti libéral et portant au pouvoir le Parti québécois et ses 69 députés élus.

René Lévesque a épousé en 1947, M<sup>lle</sup> Louise l'Heureux; ils ont trois enfants.

reprises, brigué les suffrages sans succès.

Le nouveau premier ministre du Québec a déclaré, le soir de son élection, que le Québec ne deviendra indépendant "que lorsqu'une société adulte l'aura voulu"; il a pris l'engagement solennel que rien ne se fera, concernant ce projet fondamental, sans l'accord "clair, explicite et démocratique de la majorité des Québécois, qui seront consultés par référendum". M. Lévesque a aussi déclaré que les priorités de son gouvernement seront accordées à la situation financière et administrative, à la relance de l'économie et à l'agriculture. Il a exprimé son intention d'assister à la Conférence fédérale-provinciale des premiers ministres, sur la constitution, qui doit se tenir prochainement.

La passation des pouvoirs au nouveau gouvernement aura lieu le 2 dé-

cembre et l'assermentation des ministres du nouveau Cabinet, le lendemain.

*Après l'élection du Parti québécois, le soir du 15 novembre, le premier ministre du Canada, M. Trudeau, a fait la déclaration suivante:*

"Démocratiquement consulté, le corps électoral du Québec a donné assez de sièges au Parti québécois pour qu'il puisse former le prochain gouvernement de la province. C'est donc dans le respect du processus démocratique que nous reconnaissons la victoire péquiste.

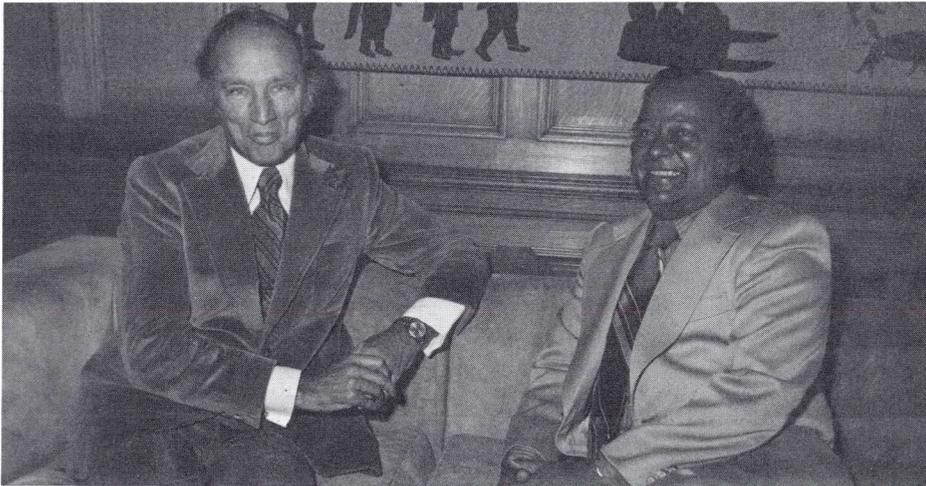
"Si nous nous appuyons sur les assurances tant de fois réitérées par le chef péquiste au cours de la campagne, nous devons conclure que la population du Québec a voté, non pas sur une option constitutionnelle, mais bien sur des questions d'ordre économique et administratif, et que M. René

Lévesque et son parti ont reçu le mandat de gouverner la province, non pas celui de tenter de la séparer du reste du pays.

"Je dois donc présumer que le nouveau gouvernement du Québec fonctionnera en suivant rigoureusement la lettre et l'esprit de la Constitution canadienne. Dans ces conditions, ma collaboration et celle de mes collègues sont acquises à M. Lévesque et à son Cabinet. Conformément à son rôle constitutionnel, le Gouvernement central entend continuer à servir au mieux les intérêts de la population du Québec, tout comme il sert les intérêts des autres provinces.

"J'ai confiance que les Québécois continueront de rejeter le séparatisme, parce qu'ils croient toujours que leur destinée se joue à l'intérieur d'un Canada indivisible."

#### Visite du secrétaire général du Commonwealth



*Le premier ministre, M. P.-E. Trudeau, en compagnie du secrétaire d'État du Commonwealth, M. S.S. Ramphal.*

M. S. Ramphal, secrétaire général du Commonwealth, est venu à Ottawa en novembre pour une visite de deux jours.

M. Ramphal a succédé à M. Arnold Smith à titre de secrétaire général du Commonwealth, après dix ans de vie politique active. Il est Guyanais, d'origine indienne, et a épousé une Britannique.

Durant son séjour à Ottawa, monsieur Ramphal a eu des entretiens avec le premier ministre Trudeau, le leader du gouvernement en Chambre, monsieur MacEachen, le secrétaire d'État aux

Affaires extérieures, M. Don Jamieson, et l'orateur de la Chambre, monsieur Jerome. Il a rencontré également des fonctionnaires du ministère des Affaires extérieures et de l'Agence canadienne de développement international, et participé au Troisième Colloque parlementaire régional du Canada. Finalement, M. Ramphal a pris la parole devant la Société royale du Commonwealth. Sa visite a pris fin après une réception donnée par le gouverneur général, M. Jules Léger.

#### Message de M. Trudeau au président des É.-U.

*Le premier ministre Trudeau a fait parvenir, le 3 novembre, le message suivant à M. J. Carter après son élection à la présidence des États-Unis le 4 novembre:*

"Tous les Canadiens ont suivi avec le plus vif intérêt la campagne présidentielle, qui a donné lieu à une lutte serrée. En leur nom, au nom de mes collègues du Cabinet et à titre personnel, je vous félicite chaleureusement de votre victoire et vous offre tous mes vœux de succès.

"Le fait que les valeurs et les objectifs de nos deux peuples coïncident largement, et le respect et l'affection que les Canadiens éprouvent pour les Américains donnent un cachet d'intimité aux souhaits que je formule pour vous alors que vous vous apprêtez à assumer la lourde charge de la présidence. Je suis sûr que votre administration continuera de maintenir les excellentes relations qui existent depuis si longtemps entre le Canada et les États-Unis.

"Je compte bien avoir le plaisir de vous rencontrer peu après votre inauguration.

"Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président élu, l'assurance de ma très haute considération."

### Les progrès amorcés à la Conférence Habitat doivent se continuer

*M. Barney Danson, ministre de la Défense nationale (ancien ministre des Affaires urbaines), a examiné les mesures prises par certains pays à la suite de la Conférence sur les établissements humains, Habitat, conférence qui s'est tenue en juin 1976 à Vancouver et dont il a assuré la présidence. Désireux de voir se matérialiser les progrès amorcés par la conférence, M. Danson s'est adressé dans les termes suivants, le 25 octobre, à la Commission économique et financière de l'Assemblée générale des Nations Unies:*

...Qu'on se place d'un point de vue national ou international, on constate que la Conférence Habitat a agi comme catalyseur des échanges et des décisions. Elle a suivi en cela, la tradition des Nations Unies: elle s'est penchée sur un domaine qui préoccupait tous les États membres. Il nous reste à trouver le meilleur moyen d'appliquer et d'utiliser ses enseignements. Mon vœu le plus cher est que nos progrès n'échouent pas sur l'écueil de l'indifférence.

Toutes les nations doivent élaborer, ensemble et individuellement, des programmes propres à améliorer la condition humaine. Comme les membres d'une famille éparpillée, nous devons nous rallier à la cause commune et partager les leçons de notre expérience et cette force qu'inspire un sentiment de solidarité.

Nous pouvons tirer une vive satisfaction de la rapidité avec laquelle les commissions économiques régionales d'Europe et d'Amérique latine ont déjà convoqué des réunions, afin de discuter des suites à donner à Habitat, et fait des propositions en vue d'une concertation régionale face aux problèmes de l'habitat humain. Nous nous réjouissons à l'idée que des réunions semblables auront lieu dans d'autres régions et que d'autres conférences mondiales se pencheront sur les questions soulevées lors d'Habitat.

Ainsi, nous attendons beaucoup de la Conférence mondiale des Nations Unies sur l'eau, qui aura lieu en Argentine au mois de mars. Comme vous le savez, on y étudiera de près les problèmes de l'eau potable. Si l'on parvenait à en sortir un programme international permettant, d'ici 1990,

d'alimenter en eau potable toutes les collectivités, nous aurions franchi une étape importante sur la voie de l'objectif fixé par les gouvernements lors de la Conférence Habitat.

...Mais comment tirer le meilleur parti des leçons apprises à Habitat? On déposera bientôt devant le comité un projet de résolution générale faisant suite au rapport de la Conférence Habitat. Nous avons l'espoir que les pays membres s'entendront pour adopter cette résolution, faisant ainsi preuve de l'état d'esprit que devraient susciter, à notre avis, les problèmes humains abordés à la Conférence Habitat. Cette résolution générale a, d'ailleurs, été rédigée dans l'intention de rallier tous les membres.

#### Centre d'information audio-visuel

Un projet de résolution sur l'utilisation qu'on pourrait faire des documents audio-visuels présentés à la conférence sera également déposé ultérieurement. Comme vous le savez, le programme audio-visuel d'Habitat a joué un rôle exceptionnellement important dans les préparatifs et le déroulement de la conférence. Nous sommes reconnaissants aux Nations Unies pour l'appui qu'elles ont donné à ce programme – par le biais de leur programme pour l'environnement – et à la conférence en général.

Tous les pays ayant participé à la Conférence Habitat ont reconnu que les documents audio-visuels représentaient un outil précieux sur le plan de la pédagogie et de l'information et qu'il faudrait en tirer parti après la conférence. Le projet de résolution que je viens d'évoquer prévoit donc l'établissement d'un centre d'information audio-visuel.

#### Autre décision importante

Sur le plan institutionnel, et conformément aux façons de procéder qui ont prévalu lors des conférences antérieures, il y aurait lieu de formuler une résolution distincte. A Vancouver, les participants se sont longuement penchés sur les institutions et les mécanismes qui régissent les établissements humains à l'échelle mondiale ou régionale. De leur discussion est né un projet de résolution qui, selon nous, devrait permettre, au cours de la présente session de l'Assemblée générale, de prendre une décision sur les deux questions de la dixième partie du pro-

jet qui sont restées en suspens: la question du lien institutionnel et celle de l'emplacement de l'organisme qui le représenterait. Il est important qu'une décision soit prise à ce sujet au cours de la présente session.

#### Un comité international?

L'élan d'Habitat ne doit pas être ralenti. Le projet de résolution offre aux Nations Unies un moyen de réagir positivement, face aux problèmes humains qui ont été soulevés. Par ailleurs, une décision s'impose pour prouver à tous ceux qui vivent dans les établissements humains de par le monde que nous pouvons et nous voulons répondre à leurs besoins et à leurs préoccupations de façon rapide et efficace. Trop souvent par le passé, nos nations ont été accusées de n'avoir pas su s'unir et trouver un remède efficace à des besoins urgents. Mon gouvernement estime qu'il est nécessaire aujourd'hui de créer, sur le plan international, un comité intergouvernemental – dont la représentativité et les pouvoirs seraient effectifs et dont le secrétariat serait modeste mais efficace – et, sur le plan régional, d'améliorer les relations intergouvernementales et le fonctionnement des secrétariats.

Au cours de la présente session, nous devons montrer aux millions d'hommes, de femmes et d'enfants, qui verront leur vie profondément transformée par cette résolution, que la communauté mondiale peut et veut répondre à leurs besoins, à leurs préoccupations, à leurs appels. Rien n'est plus aliénant, rien n'engendre plus le désespoir et la misanthropie qu'un cri de détresse resté sans réponse. Au nom de tous les êtres démunis, je vous exhorte à oeuvrer à la réalisation de cette résolution et de l'idéal qu'elle traduit.

En conclusion, je ne peux que réaffirmer l'importance de l'oeuvre amorcée lors de la Conférence Habitat. Les établissements humains ne voient pas seulement naître les problèmes du monde, problèmes que grossit souvent la concentration démographique: ils en fournissent également les solutions.

...Il n'est plus possible de prétendre pouvoir nous réfugier dans les forteresses de notre égoïsme. Nous sommes solidaires de chacun de nos frères et de l'humanité entière.

### Un film de l'ONF remporte un prix au Brésil



Freshwater World, un film de l'Office national du film du Canada a remporté le troisième prix au septième Festival des films scientifiques tenu à Rio de Janeiro, en septembre. Un total de 30 films avaient été présentés par 11 pays. C'est le film allemand Um Jahrmillionen Voraus qui remporta le premier prix; le second prix a été attribué au Japon pour History of the Hat Inscribed in the Chromosomes. On voit ci-dessus le vice-consul du Canada à Rio, M. Robert Vanderloo, recevant le prix au nom de l'ONF.

### Visite du premier ministre de la Jamaïque

M. Manley, premier ministre de la Jamaïque, et M<sup>me</sup> Manley ont visité Ottawa du 27 au 29 octobre, sur l'invitation du premier ministre M. Pierre-Elliott Trudeau.

Les deux premiers ministres ont eu des entretiens au cours desquels ils ont examiné plusieurs questions d'ordre international: oeuvre et rôle du Commonwealth, situation de l'Afrique australe, tâche des Nations Unies, et Conférence de Paris sur la coopération économique internationale. En ce qui concerne les relations bilatérales, les deux ministres se sont penchés sur des questions suivantes: échanges commerciaux, investissement, coopération économique et immigration.

Les entretiens que M. Manley a eus à Ottawa ont porté essentiellement sur la coopération économique entre le Canada et la Jamaïque. Les deux premiers ministres ont convenu de prendre

de nouvelles mesures propres à renforcer le programme de coopération économique que leurs pays ont adopté. (Ceci-ci porte sur les échanges commerciaux, l'investissement et l'aide au développement.) Ils ont également signé un protocole d'entente par lequel la Société canadienne pour l'expansion des exportations (SEE) s'est engagée à établir une ligne de crédit de 65 millions de dollars américains, et l'Agence canadienne de développement international (ACDI), à conclure un nouvel accord relatif à un prêt de 10 millions \$ can. portant sur une période de quatre ans. Ce prêt renforcera le programme actuel de l'ACDI concernant sa coopération avec la Jamaïque.

Afin de promouvoir le développement économique de la Jamaïque, le Canada lui a également accordé un prêt à court terme de 25 millions \$ can. Le gouvernement canadien considère, en effet, qu'il doit entretenir avec la Jamaïque des relations stables en matière de finances et d'investissement.

### Nomination d'un négociateur pour le Yukon

Le ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien, M. Warren Allmand, a annoncé la nomination de M. John K. Naysmith, du Bureau des revendications des autochtones, au poste de représentant spécial des revendications pour le Yukon. A ce titre, M. Naysmith sera le principal représentant du gouvernement fédéral au cours des prochaines négociations entreprises avec le Conseil des Indiens du Yukon, au sujet de leurs revendications globales.

M. Allmand a déclaré que monsieur Naysmith, de par ses nouvelles fonctions, pourra communiquer directement avec lui et les hauts fonctionnaires du ministère et travaillera en étroite collaboration avec l'administration du Yukon.

Depuis septembre 1975, date de son entrée au service du Bureau des revendications des autochtones, M. Naysmith a participé aux négociations sur les revendications des autochtones au Yukon et dans les Territoires du Nord-Ouest. Il a également participé aux négociations avec le Conseil des Indiens du Yukon, au cours de l'automne et de l'hiver derniers. D'importants progrès ont été accomplis, pendant cette période, relativement à la définition des éléments du règlement.

L'été dernier, le Conseil des Indiens du Yukon a fait savoir au gouvernement qu'il désirait suspendre les négociations afin de consulter les collectivités autochtones du Yukon. Les membres du Conseil et les fonctionnaires du gouvernement ont tenu des réunions non officielles au cours des derniers mois et doivent reprendre les négociations l'année prochaine.

M. Naysmith, détient un diplôme en sciences forestières, une maîtrise en économie forestière, de Harvard, et un doctorat de l'Université de la Colombie-Britannique. Il est l'auteur de plusieurs articles et documents sur le Nord dont deux publications du ministère: *Le Nord canadien - L'homme devant la nature* et *La politique et l'utilisation des terres dans le Nord canadien*. Ces écrits font ressortir l'aspect humain de la mise en valeur des ressources et de l'utilisation des terres, et montrent leurs répercussions sur les autochtones.

## La chronique des arts

### Un précédent intéressant

Le secrétaire d'État, M. John Roberts, a annoncé l'octroi d'une subvention d'investissement de 475 000 \$ au théâtre Adelaide Court/Cour Adélaïde, pour assurer des locaux à trois troupes de théâtre, dont la seule troupe francophone de Toronto.

Fait sans précédent sur la scène culturelle canadienne, les trois troupes (*l'Open Circle Theatre*, le Théâtre du P'tit Bonheur et le *New Theatre*), ont fait l'acquisition du vieux palais de Justice de la rue Adélaïde (centre-ville de Toronto), et vont aménager, dans l'immeuble vieux de 124 ans, des installations communes où se dérouleront des activités dans les deux langues officielles.

Le programme à l'intention des étudiants vise à faire revivre la salle d'audience historique et à fournir une expérience enrichissante et nouvelle en matière d'art dramatique. Avec l'aide technique du personnel du théâtre Adelaide Court/Cour Adélaïde, des étudiants reprendront les thèmes sociaux et recréeront l'atmosphère des salles d'audience du 19<sup>e</sup> siècle.

Le programme *Issues on Trial* comprendra des spectacles hebdomadaires au cours desquels on fera le procès de problèmes internationaux, nationaux ou locaux. Des avocats et d'autres personnalités apporteront leur collaboration et le public représentera le jury.

Le secrétaire d'État considère ce fusionnement comme un "précédent sain et très intéressant sur la scène culturelle canadienne". Le fusionnement permettra aux troupes de partager certains frais et d'augmenter le nombre des spectateurs.

~ ~ ~

### Enquête sur l'enseignement du théâtre

Le Conseil des Arts du Canada annonce la création d'un comité indépendant ayant pour mission d'enquêter sur la situation de l'enseignement théâtral. Cette enquête s'étendra à tous les métiers de la scène: interprétation, mise en scène, décoration, direction artistique, administration et domaines techniques.

C'est la troisième étude que le Conseil commande dans le domaine de la formation artistique. La première, se rapportait à l'enseignement professionnel du ballet, et la seconde, à la formation musicale.

### Au Centre culturel de Paris



Une rencontre avec l'écrivain Marie-Claire Blais a eu lieu, au début de novembre, au Centre culturel de Paris, à l'occasion de la parution de son roman *Une liaison parisienne* aux Éditions Robert Laffont. Un film de l'Office national du film du Canada, consacré à la romancière, a aussi été présenté à cette occasion.

Selon Marie-Claire Blais, son roman est une étude assez ironique d'une certaine société littéraire parisienne, vue à travers l'aventure d'un Québécois de 20 ans qui arrive à Paris, et dont la liaison avec une femme du monde constitue la trame du roman. "Bien que le sujet s'y prête, dit-elle, ce n'est pas du tout une polémique, mais plutôt un roman balzacien."

Marie-Claire Blais, auteur de plusieurs romans, a obtenu le prix Médicis (1966) pour son livre *Une saison dans la vie d'Emmanuel*.

~ ~ ~

### Nos chansonniers

Jacques Michel, un de nos chansonniers le plus aimé du Québec, gagnant du premier prix (catégorie auteur-compositeur) au Festival de Spa (Belgique) en 1970, et du second prix au Festival international de la chanson, au Japon l'an dernier, vit actuellement une nouvelle saison, comme la renaissance d'un printemps.

Il y aura bientôt un an, Jacques Michel produisait un album à grand succès, intitulé *Migration*, sur lequel étaient gravées peut-être les plus belles chansons d'amour qu'ait jamais écrites un chanteur du Québec. Jusqu'ici, 50 000 exemplaires ont été vendus, phénomène assez exceptionnel chez nous. Mais Jacques Michel ne s'est pas reposé sur ses lauriers et il

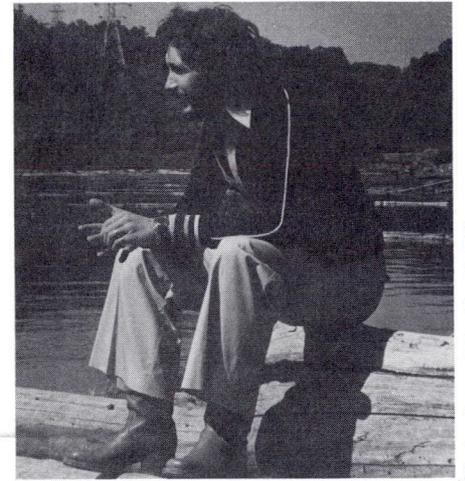


Photo: journal Le Droit, Ottawa

a créé onze oeuvres nouvelles qui composent son plus récent microsillon qu'il vient de lancer sous le titre de *Ma nouvelle saison*. C'est la suite ensoleillée de *Migration*. Dix chansons et une pièce instrumentale donnent le ton à ce microsillon beau comme un poème symphonique.

Pour Jacques Michel, c'est une migration vers une nouvelle saison qui s'effectue lentement et patiemment depuis plusieurs mois déjà.

Laissons-lui le mot de la fin: "Je sais qu'avec cette saison nouvelle qui s'annonce j'emprunterai plus facilement les routes clémentes, souriantes, chaleureuses qui s'offriront à moi. Quoi qu'il en soit, je veux vous dire que je vous aime comme on aime un ami."

Roger Rey

On peut dire de Roger Rey que la chance lui sourit. Il chantait devant les élèves de l'école qu'il fréquentait vers l'âge de 12 ans lorsqu'une religieuse l'a "découvert". Celle-ci s'est empressée de contacter son frère, qui à l'époque était directeur du groupe "Les 100 noms" au Centre culturel de Saint-Boniface (Manitoba). Deux ans après, Roger Rey était sur la scène de l'Astrolabe à Ottawa.

1974 a marqué l'année de son premier spectacle solo, d'une durée de deux heures. Roger Rey avait alors choisi d'interpréter des chansons de Gilbert Bécaud, son chanteur préféré.

Âgé maintenant de 16 ans, Roger Rey aspire à une carrière dans la chanson. Il joue de la guitare, du piano et de l'harmonica. Durant l'année qui vient, il continuera ses études tout en faisant des spectacles et des tournées le plus souvent possible.

### Visite d'un ministre du Nigéria

Le général de brigade Joseph N. Garba, commissaire (ministre) des Affaires extérieures de la République fédérale du Nigéria a fait une visite officielle à Ottawa au début de novembre.

Des entretiens portant sur nos relations commerciales bilatérales, la coopération technique pour le développement du Nigéria, et diverses questions internationales, telle la Conférence sur la coopération économique internationale, qui est coprésidée par le Canada, étaient prévus au programme.

Le commissaire Garba a également eu des entretiens avec le secrétaire d'État aux Affaires extérieures, M. Jamieson ainsi qu'avec le ministre de l'Industrie et du Commerce, M. Jean Chrétien. Il a aussi rencontré quelques hauts fonctionnaires et hommes d'affaires canadiens.

### Dépôt d'un budget supplémentaire

Le président du Conseil du Trésor, M. Robert Andras, a déposé aux Communes, le 10 novembre, un budget supplémentaire de 594 millions \$ pour l'année financière 1976-77.

«Je tiens à souligner que ce budget supplémentaire est considérablement inférieur à ceux déposés au cours des années précédentes, a déclaré M. Andras. Il reflète donc la volonté du gouvernement de limiter l'accroissement des dépenses fédérales, ce qui est un élément fondamental de notre programme anti-inflation.

...«Nous prévoyons toujours que nos dépenses totales pour l'année financière 1976-77 seront de l'ordre de 42,2 milliards \$, ce qui représente un ac-

croissement d'environ 14 p. cent en regard du chiffre de l'année précédente,» a ajouté M. Andras.

Le budget supplémentaire (B) est le deuxième qui soit déposé depuis le début de l'année financière. Le premier (le budget "A") ne proposait qu'une avance de 5 millions \$ à Loto-Canada Inc.

Les principaux postes du budget supplémentaire (B) sont:

- 109,1 millions \$ au ministère des Finances pour couvrir les augmentations des paiements aux provinces;
- 90,4 millions \$ au ministère de la Main-d'oeuvre et de l'Immigration pour des mesures de création d'emplois et les dépenses reliées aux programmes d'initiatives locales et d'immigration;
- 63,3 millions \$ à la Commission canadienne des transports pour défrayer les paiements additionnels aux chemins de fer, surtout pour les lignes non économiques d'embranchement et de services aux passagers;
- 36,1 millions \$ au ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien pour les versements relatifs aux accords territoriaux et les coûts non prévus au titre de l'éducation et du bien-être;
- 33,6 millions \$ au ministère du Secrétariat d'État, pour des paiements visant l'extension du bilinguisme;
- 32,8 millions \$ au ministère de la Santé nationale et du Bien-être social pour le programme d'immunisation contre la grippe porcine et pour des augmentations visant les maisons de repos et les services à l'intention des jeunes délinquants;
- 25 millions \$ au ministère des Finances pour un prêt au gouvernement jamaïcain;
- 24,5 millions \$ à la Société du développement du Cap-Breton pour couvrir les pertes de fonctionnement et pour de nouvelles dépenses en capital;
- 24 millions \$ à l'Alberta pour le maintien du prix du pétrole canadien;
- 21 millions \$ au ministère de l'Industrie et du Commerce pour des stimulants généraux à l'industrie;
- 18,6 millions \$ à la Société centrale d'hypothèques et de logement pour de nouvelles initiatives dans le domaine du logement;
- 14,2 millions \$ au ministère de l'Industrie et du Commerce pour financer l'achat de wagons-trémies;
- 13,3 millions \$ à Énergie atomi-

que du Canada Ltée pour les pertes de fonctionnement de l'usine d'eau lourde à Port Hawkesbury;

- 13 millions \$ au ministère de l'Agriculture, pour les paiements de compensation liés à la brucellose;
- 10,4 millions \$ en ressources additionnelles pour la Commission de lutte contre l'inflation.

### Nouvelles brèves

- Le Canada fournira au Swaziland 3,7 millions \$ en prêts et subventions pour favoriser le développement de l'industrie laitière de ce pays; le programme comprend l'établissement d'une ferme d'élevage, la construction d'une usine de traitement de produits laitiers ainsi que d'une fabrique d'aliments de bétail, et l'organisation de centres de collecte du lait etc.
- Le gouvernement fédéral a assigné 6,1 millions \$ pour terminer la construction du terminus Lynnterm situé dans le port de Vancouver. Ce terminus, qui servira surtout pour les produits forestiers et d'autres marchandises, sera en service au début de 1977.
- La Direction générale du patrimoine du ministère des Affaires culturelles du Québec vient de publier un vingtième dossier intitulé: "Liste des monuments et sites historiques du Québec 1976". Il comporte une liste de 335 monuments classés jusqu'en 1976, ainsi que celle des sites historiques.
- Le bilinguisme est maintenant une politique officielle de la Fédération des Enseignants de l'Ontario, depuis que le Conseil d'Administration a adopté, en août, une motion de l'Association des Enseignants franco-ontariens, proposant que les membres aient le droit de recevoir des services dans la langue officielle de leur choix. A leur réunion annuelle, tenue en septembre, à Halifax, les membres de l'Association canadienne d'Éducation ont élu les 30 membres de leur Conseil d'Administration. Les dix sous-ministres de l'Éducation (ou leurs représentants) siègent d'office à ce conseil.
- Le nombre de divorces accordés au Canada en 1975 s'est chiffré à 50 611, (augmentation de 12,4% par rapport à 1974). Le taux de divorces par 100 000 habitants a augmenté de 10% comparativement à celui de 1974.

*Hebdo Canada* est publié par la Direction des services d'information, ministère des Affaires extérieures, Ottawa K1A 0G2.

Il est permis de reproduire les articles de cette publication, de préférence en indiquant la source. La provenance des photos, si elle n'est pas précisée, vous sera communiquée en vous adressant à Mlle Y. DuSault, rédacteur en chef.

*This publication is also available in English under the title Canada Weekly.*

*Algunos números de esta publicación aparecen también en español bajo el título Noticiario de Canadá.*

*Ähnliche Ausgaben dieses Informationsblatts erscheinen auch in deutscher Sprache unter dem Titel Profil Kanada.*